

**Extrait du registre des délibérations  
du conseil d'administration de  
l'Institut polytechnique de Grenoble  
Séance ordinaire du jeudi 15 décembre 2022 à 13h30**

Le conseil d'administration de l'Institut polytechnique de Grenoble s'est tenu le jeudi 15 décembre 2022 à 13h30, sous la présidence de Mme Isabelle GUILLAUME, Présidente du conseil.

À l'ouverture de la séance, le nombre des membres en exercice présents et représentés atteignait un total de 26 membres sur les 35 membres en exercice que compte le conseil. Le quorum prévu par l'article 22 du décret n°2007-317 du 8 mars 2007 modifié par le décret n°2019-1123 du 31 octobre 2019 étant atteint, l'assemblée pouvait valablement délibérer.

Décision n°20221209

Vu le code de l'éducation, et notamment les articles L.711-1 et suivants,  
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), et notamment les articles 175 à 177,  
Vu le décret n°2016-247 du 3 mars 2016 relatif à la gouvernance des achats de l'Etat,  
Vu le décret n°2007-317 du 8 mars 2007 relatif à l'Institut polytechnique de Grenoble, modifié par le décret n°2019-1123 du 31 octobre 2019 portant création de l'Etablissement Public Expérimental Université Grenoble Alpes,  
Vu le règlement intérieur de l'Institut polytechnique de Grenoble.

**Budget initial 2023**

**Article 1 :**

Le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes pour Grenoble INP :

- 1 065 ETPT sous plafond et 278 ETPT hors plafond (total 1 343 ETPT)
- 149 017 611 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 97 934 076 € en personnel
  - 37 193 743 € en fonctionnement
  - 13 889 791 € en investissement
- 159 842 656 € de crédits de paiement dont :
  - 97 934 076 € en personnel
  - 37 478 956 € en fonctionnement
  - 24 429 623 € en investissement
- 138 019 062 € de prévisions de recettes
- - 21 823 594 € de solde budgétaire

**Article 2 :**

Le conseil d'administration approuve les prévisions budgétaires suivantes pour l'ensemble de Grenoble INP, SACD compris :

- 17 905 236 € de trésorerie (soit une variation de – 21 496 1912 € par rapport au Budget après BR 2022)
- - 2 451 996 € de résultat patrimonial

- - 159 980 € de capacité d'autofinancement
- 8 685 143 € de fonds de roulement (soit une variation de – 10 328 916 € par rapport au Budget après BR 2022)

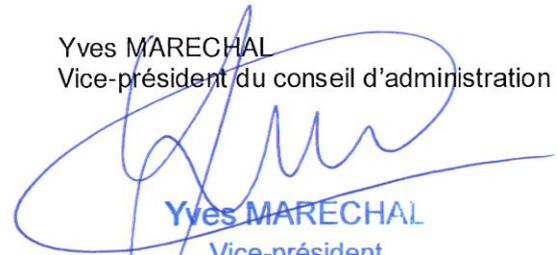
Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération

*Nombre de présents : 16*  
*Nombre de pouvoirs : 10*  
*Total présents et représentés : 26*  
*Nombre de votants : 26*  
*Nombre d'abstentions : 0*  
*Total des suffrages exprimés : 26*

*Nombre de voix défavorables : 0*  
*Nombre de voix favorables : 26*

- à l'unanimité des suffrages exprimés*  
 *à la majorité des suffrages exprimés*

Yves MARECHAL  
Vice-président du conseil d'administration



Yves MARECHAL  
Vice-président  
du Conseil d'Administration  
Institut polytechnique de Grenoble

**Grenoble INP**  
Institut polytechnique  
de Grenoble

46 avenue Félix Viallet  
F-38031 Grenoble Cedex 1

Tél +33 (0)4 76 57 45 00  
Fax +33 (0)4 76 57 45 01

[www.grenoble-inp.fr](http://www.grenoble-inp.fr)

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

Note ordonnateur du budget initial 2023

<b>1. <i>Éléments de contexte et démarche</i></b>	<b>3</b>
▪ Contexte au sein de notre établissement	3
▪ Processus budgétaire	3
<b>2. <i>Budget initial de Grenoble INP</i></b>	<b>5</b>
▪ Contexte économique et sanitaire	6
▪ Analyse par domaine : Sur la base du réalisé 2021	7
<b>3. <i>Analyse de la soutenabilité budgétaire de Grenoble INP</i></b>	<b>9</b>
▪ Généralités	9
▪ Analyse de la soutenabilité	11
<b>4. <i>Conclusions</i></b>	<b>14</b>

# 1. Eléments de contexte et démarche

## Contexte au sein de notre établissement

Pour rappel, au 1<sup>er</sup> janvier 2020, Grenoble INP est devenu Grenoble INP Institut d'ingénierie et de Management de l'Établissement Public Expérimental Université Grenoble Alpes en tant qu'établissement composante qui conserve sa personnalité morale, ses ressources humaines et financières. Dans le même temps deux nouvelles écoles viennent rejoindre ce nouvel institut, Grenoble IAE et Polytech Grenoble, entraînant un accroissement de près de 3000 étudiants, soit 40% de nos effectifs précédents.

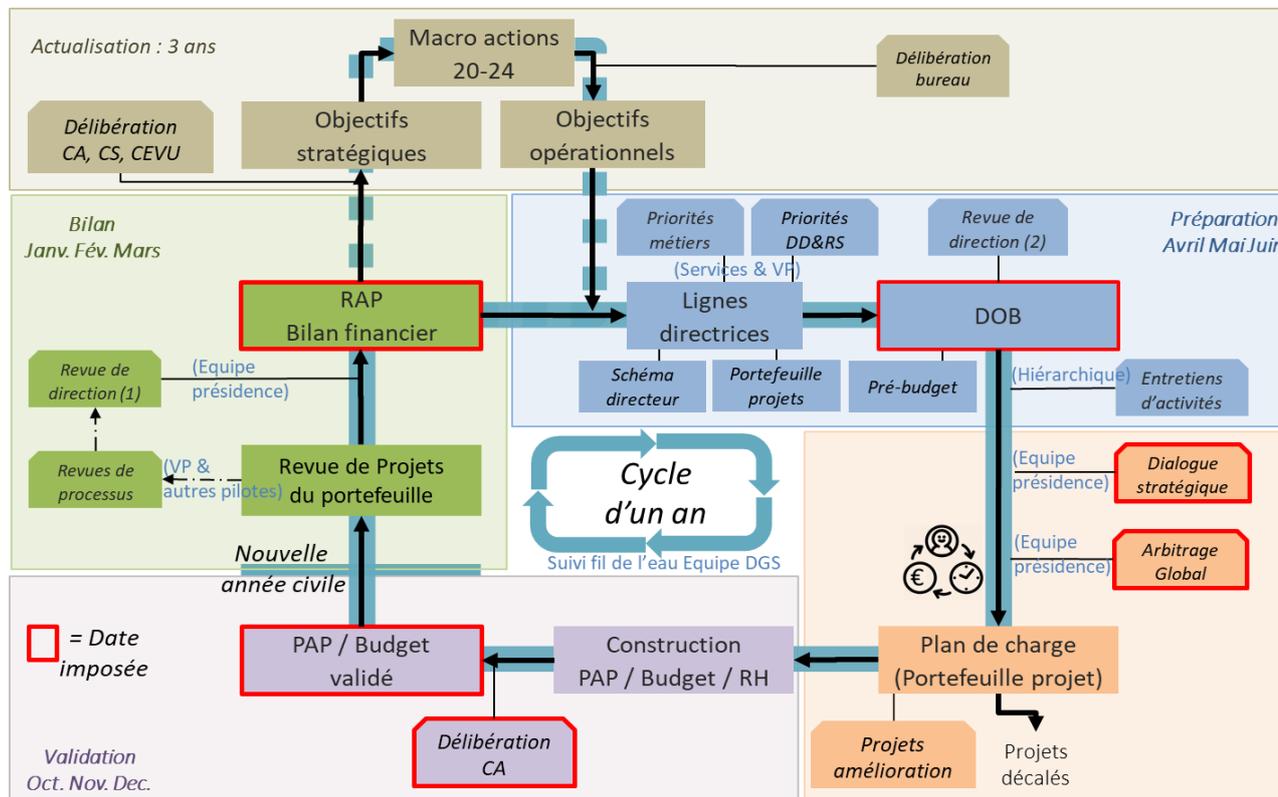
2023 est ainsi le troisième budget construit avec ce nouveau périmètre. La construction de celui-ci continue de se faire de façon progressive : les personnels des deux nouvelles écoles gardent leur employeur UGA, de même que le patrimoine. Les transferts se feront ultérieurement.

## Processus budgétaire

Les modalités du dialogue de gestion interne ont été profondément revues en 2020 et légèrement adaptés pour l'année 2021 en essayant de donner plus de souplesse dans le dialogue avec les composantes, tout en étant plus exhaustif. Cependant, au niveau du processus budgétaire, le planning des années précédentes a été globalement reconduit.



La première grande phase a constitué en un débat d'orientation budgétaire (DOB), validé par le Conseil d'Administration du 30 juin 2022. La construction est issue d'une part d'une reconduction des grandes lignes de l'exécuté 2021 et du budget 2022, et d'autre part des choix politiques de l'année 2023 et des évolutions conjoncturelles prévisibles à cette date. Le cadrage qui en résulte donne les grandes masses pour la construction du budget, en particulier les orientations en matière de ressources humaines et les actions considérées comme prioritaires. Voici un graphique permettant de situer la place du DOB dans le pilotage stratégique de l'établissement :



Concrètement, les choix politiques sont résumés dans les diapositives ci-dessous issues de la présentation faite en Conseil d'Administration du 30 juin et mise à jour pour le conseil d'administration du 15 décembre 2022.

- **Une situation internationale toujours complexe**
  - Conflit en Ukraine : Difficulté d’approvisionnement / retards de fourniture / difficultés pour les achats, augmentation des prix
  - Impact de « Bienvenue en France » sur le recrutement des étudiants extra communautaires
- **Une incertitude très forte sur l’économie nationale**
  - Tension sur le marché de l’emploi / difficultés de recrutement
  - Inflation & hausse des prix de l’énergie
  - Age de départ à la retraite suite à la future réforme de la retraite
  - Nouvelle réforme de l’apprentissage
- **L’ESR au cœur des enjeux**
  - Nombreux changements et nouveaux apports de la LPR lors du précédent quinquennat
  - Nouveau gouvernement, nouvelle ministre, nouvelles priorités avec une démarche « rapidité, efficacité et résultats »
  - Mais déjà de très gros projets en attente tant en formation qu’en recherche ou valorisation

- **La pérennisation de la nouvelle structuration de site**
  - Statuts définitifs de l’UGA, transfert de dotation vers Grenoble INP, consultation changement d’employeur
- **La suite des réformes à marche forcée de 2021 et 2022**
  - LPR, PIA, Plan de relance : de nouvelles retombées sur 2023
    - A priori moins importants, mais revalorisation primes, nouveaux moyens pour la recherche et la valorisation
  - Une année exceptionnelle sur le plan immobilier
    - 13M€ de projets à solder (ENSIMAG, Viallet, Pluriel, éclairage, efficacité énergétique, ...)
- **Les aspects généraux**
  - Positionnement : Des écoles en bonne santé et bien positionnées, des projets de recherche conséquents, une forte valorisation, de beaux atouts pour Grenoble INP (UGA / INP / Ingé& Manager / RI / RE)
  - Des attentes nombreuses des étudiants / personnels vis-à-vis des problématiques de changements climatiques et d’impacts environnementaux
  - Finances : Surveillance constante du GVT / Meilleure gestion du risque qui ouvre des possibilités
  - Mais une tension généralisée sur les personnels

## 2. Budget initial de Grenoble INP

Cette année, l’établissement a décidé d’absorber les deux SACD que sont S.mart (ex AIP PREMECA et le CIME Nanotech. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, ils seront des centres de responsabilité budgétaire comme peuvent l’être une école. Dorénavant, il n’y aura plus qu’une présentation générale pour l’établissement et non trois présentations distinctes (INP seul, S.mart et Cime).

L’année 2022 a été la deuxième année budgétaire pour laquelle le périmètre Institut d’ingénierie et de management s’applique. A ce titre et comme prévu lors de la construction de l’Etablissement Public Expérimental (EPE) UGA, nous avons souhaité revisiter notre fonctionnement pour tirer profit de la richesse des pratiques issues de notre nouveau périmètre. Nous avons également souhaité renforcer le caractère d’appui la stratégie de l’établissement et de ses composantes par l’affectation des ressources humaines et financières et traduire, dans les faits, nos

engagements en matière de développement durable et de responsabilités sociétales. **Ainsi, depuis le budget 2021 cela reflètent la volonté de soutenir la transformation de l'établissement dans cette période charnière, et, dans le même temps, de renforcer son développement sous toutes ses dimensions : formation, recherche, relations internationales, relations entreprises et valorisation. Les objectifs de développement durable et responsabilité sociétale voulus par l'établissement font également partie des éléments de cadrage. C'est avec ce triple objectif que nous avons conduit le dialogue stratégique de gestion.**

Ce budget initial a donc été construit sur la base du débat d'orientation budgétaire, des axes et priorités qui ont été dégagés lors du dialogue stratégique de gestion et de l'évaluation du point de sortie 2022. Il est proposé hors contrats (recherche/formation) car l'établissement considère que ces derniers sont équilibrés par nature entre les dépenses et les recettes après prélèvement des frais de gestion.

#### ▪ *Contexte économique et sanitaire*

Concernant le contexte externe, les impacts majeurs seront causés par les facteurs suivants :

##### Crise sanitaire et économique liée à la Covid-19 :

L'impact de la crise a été visible sur le taux d'exécution 2021 des recettes et des dépenses. Il devrait être moins fort sur 2022 avec la reprise d'une activité importante en matière de projets et de colloques qui se sont tenus la plupart du temps en présentiel.

##### Echanges internationaux :

L'impact de la crise sanitaire a été moindre sur les effectifs de la rentrée 2022 et l'année 2023 devrait ressembler de nouveau à la période ante Covid-19.

##### Réformes nationales :

L'année 2022 a été l'année de déploiement de nombreuses réformes nationales en année pleine : LPPR, Plan de relance, formation professionnelle... Cet ensemble de réformes a un impact fort sur notre activité et nos budgets et il en sera de même pour 2023.

##### Evénements macro-économiques :

L'invasion de la Russie en Ukraine a eu des répercussions importantes sur les marchés de l'énergie et des denrées alimentaires. De nombreux fournisseurs se sont trouvés impactés et nous demandent d'accepter une augmentation des prix en dehors des prix encadrés dans le cadre des marchés publics. Par exemple, les fournisseurs de fluides ont demandé avec l'argumentaire de l'imprévisibilité l'application de hausses tarifaires. C'est le cas aussi des traitants et autres fournisseurs dont le processus de fabrication est en lien avec les énergies.

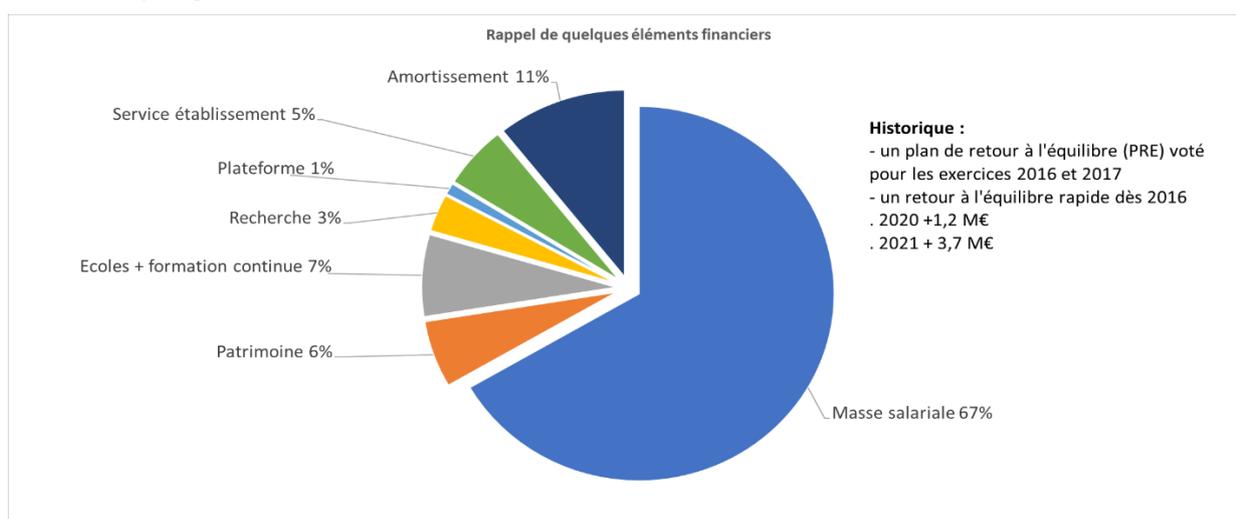
Nous avons tenu compte de ces éléments lors de notre élaboration budgétaire.

**Le résultat, en déficit va au total être porté à -2,452 M€ pour l'établissement hors regard de deux éléments marquants (impacts de la guerre en Ukraine et mesures salariales non compensées).**

Voici ci-dessous, un rappel des résultats passés et de la vision de fin d'année 2022 ainsi que la synthèse budgétaire de 2023.

	Réel 2020	Réel 2021	BI 2022	BR3 2022	BI 2023
Compte de résultat patrimonial	+1 228	+3 652	-924	-978	-2 452
Montant de la trésorerie finale	+43 313	+40 120	+25 712	+39 401	+17 212
Montant du fonds de roulement	+26 490	+26 269	+13 636	+19 014	+7 992
Nombre de jour de fonctionnement	90 j	85 j	38 j	55 j	21 j
Nombre de jour de trésorerie	147 j	130 j	72 j	114 j	46 j

▪ *Analyse par domaine : Sur la base du réalisé 2021*



La masse salariale hors convention :

A été repris comme point de départ à l'élaboration de la masse salariale le point de sortie du BR3 2022. Les évolutions prises en compte pour le chiffrage du budget 2023 incluent de nombreuses réformes annoncées dont le reste à charge pour l'établissement est encore parfois difficilement évaluable avec certitude.

**Des mesures qui s'imposent à l'établissement, financées en tout ou partie (+1 716 K€) :**

- EAP hausse de la valeur du point au 01/07/2022 pour l'ensemble des agents : +1324 K€
- Revalorisation RIFSEEP au 1er janvier 2022 titulaires (passage en paie sur 2023) : +118 K€
- Revalorisation RIFSEEP au 1er janvier 2023 titulaires : +96 K€
- Revalorisation des grilles catégorie B titulaires : +15K€
- Revalorisation des contrats doctoraux : +154 K€
- Recrutement d'un doctorant Etat supplémentaire à la rentrée 2023 : + 9 K€

**Des mesures qui s'imposent à l'établissement, sans financement assuré (+317 K€) :**

- Estimation du GVT (titulaires et non titulaires sur postes permanents) : +302 K€
- Hausse forfait mobilité durable avec la possibilité de nouveaux bénéficiaires : +8 K€
- Promotions de corps : +7K€

#### **Des mesures liées à la mise en place de l'Institut d'Ingénierie et de Management (+292 K€) :**

- Création de postes IATS dans le cadre de la construction de l'Institut d'Ingénierie et de Management (postes empreintes permanents et CDD temporaires appui à la création de l'IIM) : +292 K€

#### **Des mesures liées à la politique des Ressources Humaines de l'établissement (+1123 K€) :**

- Revalorisation RIFSEEP au 1<sup>er</sup> janvier 2022 non titulaires (passage en paie sur 2023) : +108 K€
- Revalorisation RIFSEEP au 1<sup>er</sup> janvier 2023 non titulaires : +96 K€
- Revalorisation des grilles catégorie B non titulaires : +49 K€
- Promotions d'agents contractuels : +1 K€
- Effets des flux 2022 sur 2023 (dont création de postes enseignants-chercheurs, fin du dispositif de prolongation COVID des doctorants, transformations de postes IATS dans le cadre de la campagne d'emplois 2022, ...) : +82 K€
- Décisions campagne d'emplois 2023 (dont transformations de 11 postes et création de 7 postes enseignants-chercheurs) : +226 K€ (*cf. chiffrage global de la campagne d'emplois en fichier annexe, qui tient compte à la fois des sorties 2022 sur 2023 et des entrées 2023*).
- Autres remplacements ou CDD temporaires pour projets exceptionnels : +261 K€
- Point d'indice non compensé pour les contractuels sur 2023 : +300 K€

#### **Des mesures qui expliquent une diminution de la masse salariale entre 2019 et 2020 (-38 K€) :**

- Indemnités différentielles MCF prévisionnelles : -21 K€
- Diminution du montant des Allocations de Retour à l'Emploi (ARE) versées, suite à la décision prise par l'établissement en 2015 de sortie de l'auto-assurance : -15 K€.
- Variations prévisionnelles primes invention brevet : - 2 K€

#### **Autres mesures (+143 K€) :**

- Variation des heures complémentaires attendues : +130 K€
- Corrections de l'exécution 2022 sur 2023 : +13 K€ (rappel de Primes de Charges Administratives et suppression de l'aide exceptionnelle inflation, non versée en 2023).

#### Le patrimoine

Les principales hypothèses retenues sont :

- Une construction budgétaire basée sur les années 2019, 2020 et 2021 car 2020 et 2021 étaient deux années atypiques,
- Basée sur une augmentation des fluides en lien avec la crise énergétique,
- Occupation des locaux : libération au 1<sup>er</sup> juin 2022 pour Polygone,
- Une augmentation contractuelle du loyer R3 de GreEn-ER,
- Reconduction de l'enveloppe de 240 K€ pour les opérations de maintenance, qui procure des marges d'actions conséquentes en faveur des sites EST, OUEST et de Valence ; Incendie 3SR : un travail en amont est mené par le laboratoire conduit à estimer une enveloppe comprise entre 10 et 15 M€ mais seule une ligne de 100 k€ sera engagée pour des études sur 2023 ;
- Deux projets nouveaux font leur entrée dès 2021 dans le PPI qui auront un impact à hauteur de 30% pour les recettes (2.8 M€) et de 60% pour les dépenses (6 M€).

#### La formation

Les principales hypothèses retenues lors du cadrage étaient une stabilité de la taxe d'apprentissage sur la même base que celle du budget 2022, diversifier davantage l'offre intra-européenne et étendre nos partenariats non européens, impact important et attendu liés aux projets AMI-CMA. Nous intégrons les enjeux DDRS dans la formation. Nous continuerons à analyser l'impact de l'application des droits extracommunautaires sur les profils étudiants dans les formations. Au niveau de la formation continue nous allons développer une offre de formation « executive » à destination des directeurs et dirigeants (innovation collaboratif et digitalisation).

#### La recherche hors contrat

Cette activité recouvre les dépenses et recettes de la fonction soutien dont entre autres l'activité valorisation de la

recherche.

Nous continuons à soutenir les activités de recherche avec le maintien d'un haut niveau de soutien via des appels dédiés ou la participation à des appels à projets de site. Par ailleurs, l'Etat a confirmé son soutien à l'ESRI<sup>1</sup> avec la mise en œuvre de la loi de programmation pour la recherche. Ce qui permettra une augmentation continue des moyens durant la prochaine décennie, déjà débutée en 2022.

### Les services collectifs

Les recettes des services collectifs viennent principalement de la partie de la subvention pour charges de service public, mais également de la CVEC et d'appels à projets locaux et nationaux qui permettent des financements fléchés. Les autres recettes proviennent essentiellement des prélèvements de frais de gestion sur contrats, et des contributions des écoles, plateformes et départements au fonctionnement collectif.

Comme pour le budget 2022, au niveau des dépenses, il s'avère que les dépenses sont plutôt stables à périmètre constant, mais elles augmentent mécaniquement du fait de la prise en compte de 40% d'étudiants en plus à compter de la rentrée 2020 et en année pleine pour 2021 et 2022. Cela concerne le fonctionnement et des renforts temporaires pour absorber la charge de transformation de nos services afin de s'adapter à ce nouveau périmètre.

### Les investissements

Il y a trois manières de financer l'acquisition d'investissement, soit en prélevant sur le fonds de roulement, soit en ayant un financement du type subvention, soit par la Capacité d'autofinancement (CAF).

En l'espèce, l'établissement prévoit 24,5 M€ d'investissement ainsi qu'une insuffisance d'autofinancement (0.15 M€) qui seront financés de la manière suivante :

- 14,3 M€ par des subventions,
- Et 10,3 M€ par prélèvement sur fonds de roulement.

Nous avons prévu dans notre lettre de cadrage une cible à 3,2 M€ pour les volets formation et recherche, hors contrats, mais l'établissement a décidé après les dialogues stratégiques de gestion d'augmenter l'enveloppe d'investissement pour les composantes formation (1,8 vs 1,6 M€). Celle-ci s'élève au total 3,5 M€.

Nous retrouvons également comme chaque année d'autres éléments en investissement, dont ceux liés à nos opérations immobilières non financées importantes en 2022 (5,7 M€) et ceux concernant les systèmes d'information (861 k€).

## **3. Analyse de la soutenabilité budgétaire de Grenoble INP**

### ▪ *Généralités*

Pour rappel, depuis le 1er janvier 2016, les organismes et les opérateurs de l'Etat sont soumis au décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable public (GBCP).

L'exercice 2016 a été celui de l'application pleine et entière du décret GBCP. Indépendamment des systèmes d'information financière, les organismes soumis à la comptabilité budgétaire ont respecté cette échéance en présentant au vote de leur organe délibérant les budgets au format « GBCP ».

Grenoble INP a présenté et fait voter aux différents conseils d'administration le budget initial 2017 sous ce nouveau format. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le système d'information financier de Grenoble INP (SIFAC) a évolué : l'établissement a basculé son système d'information dans la version adaptée à la mise en œuvre de la GBCP.

Le décret du 7 novembre 2012 prévoit que certains états budgétaires sont présentés pour information aux membres du CA et d'autres sont soumis au vote, conformément au tableau synthétique récapitulatif ci-dessous :

---

<sup>1</sup> Enseignement supérieur, Recherche et Innovation  
Conseil d'administration du 15/12/2022

## EPSCP - synthèse des documents du compte financier

	Intitulé du tableau	Périmètre	Soumission au CA
1	Tableau des emplois	budget de l'établissement	Pour vote
2	Tableau des autorisations budgétaires	budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE)	Pour vote. Pour les SIE, le vote relève du CA de l'établissement de rattachement
3	Tableau des dépenses par destination et recettes par origine	budget de l'établissement budget principal budget agrégé budget de l'établissement	Pour information
4	Tableau d'équilibre financier	budget de l'établissement	Pour vote
5	Tableau des opération pour compte de tiers	budget de l'établissement	Pour information
6	Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE)	Pour vote
7	Tableau présentant le plan de trésorerie	budget de l'établissement	Pour information
8	Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	budget de l'établissement budget principal budget agrégé	Pour information
9	Tableau des opérations pluriannuelles en exécution	budget de l'établissement	Pour information
10	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	budget de l'établissement	Pour information
11	Tableau de synthèse budgétaire et comptable		Pour information

Cette note ordonnateur a pour objectif de présenter la soutenabilité budgétaire de ce budget initial.

A cet effet, il est recommandé de suivre la trame de la note de présentation que l'ordonnateur a établie lors de la présentation du budget initial ou rectificatif. Néanmoins, pour rendre plus explicites les notions de soutenabilité budgétaire, nous avons opté pour un autre choix de présentation.

Le décret précise que la note de présentation sert à éclairer les membres du Conseil d'Administration. Elle doit être adaptée dans sa forme et son contenu à la taille de l'organisme et aux enjeux du budget présenté.

Les indicateurs qui permettent de regarder la soutenabilité de l'établissement sont les suivants :

- Le solde budgétaire,
- La trésorerie,
- La variation du fonds de roulement,
- La variation du besoin en fonds de roulement,
- Le résultat patrimonial
- Et nous avons rajouté le montant de la trésorerie finale, le montant du fonds de roulement ainsi que leur déclinaison en nombre de jour.

Tous les éléments donnés sont au titre de Grenoble INP.

En voici la synthèse :

En K€	Réel 2020	Réel 2021	BI 2022	BR3 2022	BI 2023
Solde budgétaire	-4 722	-9 003	-7 308	-791	-21 824
Variation de trésorerie	-4 971	-8 106	-7 539	-718	-21 496
Variation du fonds de roulement	-1 648	-7 882	-5 929	-7 255	-10 329
Variation du besoin en fonds de roulement	+3 744	+224	+1 205	-6 537	+11 167

▪ *Analyse de la soutenabilité*

Quatre indicateurs essentiels ont été identifiés pour juger de la soutenabilité budgétaire que nous avons complété avec des ratios ou agrégats.

Ces quatre indicateurs sont :

- La variation du fonds de roulement,
- Le solde budgétaire,
- La variation de la trésorerie,
- Et la variation du besoin en fonds de roulement.

Le compte de résultat permet de donner un éclairage important à ces éléments ainsi que le niveau de trésorerie finale. Enfin, le calcul de deux ratios permet de mettre en exergue les marges de manœuvre de l'établissement avant le démarrage d'un nouvel exercice budgétaire.

*La variation du fonds de roulement*

Indicateur	Budget initial
La variation du fonds de roulement	- 10 328 916

Une variation de fonds de roulement positive est un signe de bonne santé financière car cela indique que l'organisme crée de la richesse.

Comment se constitue cette variation du fonds de roulement ?

C'est la différence entre les ressources de l'entité moins les besoins de financement de celle-ci.

⇒ Les ressources sont constituées de :

- La capacité d'autofinancement,
- Des subventions reçues pour financer l'acquisition de biens,

La CAF mesure le flux résiduel de trésorerie effective ou potentielle secrétée par l'ensemble des opérations de gestion de l'établissement et constitue les ressources propres de financement.

La méthode de calcul est additive. Elle part du résultat net dégagé par l'établissement auquel on rajoute les dotations aux amortissements et provisions et a contrario on enlève les reprises des amortissements provisions ainsi que les quotes-parts de résultat rattachées à l'exercice. Elle permet de comparer la rentabilité interne ainsi dégagée de la dépréciation des actifs.

Cette année, du fait d'un résultat déficitaire s'élevant à 2,452 M€, cela génère une insuffisance d'autofinancement qui nécessitera aussi d'être financé par le fonds de roulement.

⇒ Les besoins de financement sont principalement constitués d'investissement de l'établissement.

Cette année, l'établissement a décidé d'accorder de nombreux investissements et qui ne seront pas financés par la CAF.

Pour mémoire, il s'agit :

- De financement d'opération patrimoniale de 5,4 M€ hors projets exceptionnels
- De financement du patrimoine sur une enveloppe de projets exceptionnels ouverte les années précédentes pour 0,3 M€
- D'un effort volontaire pour des dépenses récurrentes concernant la formation et la recherche pour 3,5 M€
- Des demandes pour les plateformes non financées pour un montant de 0,4 M€
- Des demandes pour les systèmes d'information hors projets exceptionnels pour 0,9 M€
- D'un reliquat de dépenses pour 3SR (incendie) pour 0,2 M€

Le total de ces opérations concernant les investissements s'élève à 10,7 M€ Les autres opérations qui sont patrimoniales mais aussi en lien avec les contrats de recherche et de formation sont financées.

Le montant global du prélèvement sur le fonds de roulement sera ainsi de 10,3 M€.

#### *Le solde budgétaire*

Indicateur	Budget initial
Le solde budgétaire	-21 823 594

Le solde budgétaire correspond au flux de trésorerie généré par le budget de l'établissement. En principe, il devrait correspondre à la quasi-totalité de la variation de trésorerie (cf. paragraphe suivant). Ce n'est pas le cas car il y a des opérations que l'on appelle non budgétaires et qui ne sont pas dans ce solde. Cet agrégat se retrouve dans le tableau 2 des états réglementaires.

Ce solde de - 21,8 M€ s'explique par un décalage des recettes encaissées et des dépenses décaissées lié à deux grands facteurs.

Le premier étant les opérations pluriannuelles pour un écart de **-16,5 M€** s'expliquant par :

- Pils formation pour -3,2 M€,
- Plan de relance pour +2,8 M€
- Remplacement des SSI pour -5,4 M€
- D'opérations immobilières non financées pour -2,8 M€
- L'Idex pour -1,2 M€
- Les contrats de recherche pour -1,6 M€
- Les projets formation (Fame, Fameaise,..) pour -1,2 M€
- Les autres contrats d'enseignements pour -2,2 M€
- La formation continue pour -0.3 M€
- Les opérations en lien avec les systèmes d'informations pour -0,9 M€

Pour information, certaines situations sont liées en raison de conventions non signées dont nous ne connaissons pas l'échelonnement sur les années du PPI.

Le second est l'ensemble des opérations exceptionnelles et les demandes d'investissement non financées comme nous les avons décrites ci-dessus soit environ **-3,5 M€** (hors SACD).

#### *La variation de trésorerie*

Indicateur	Budget initial
Variation de trésorerie	- 21 496 191

La variation de trésorerie comprend différents éléments. Certains sont budgétaires comme le solde budgétaire. D'autres opérations sont non budgétaires comme les opérations pour comptes de tiers que nous retrouvons en détail dans le tableau 5 des états réglementaires.

Le montant non budgétaire des opérations de trésorerie s'élève à 50 k€ qui viennent impacter le solde budgétaire négatif expliqué ci-dessus. Il s'agit d'un dépôt et cautionnement que l'on avait initialement versé et qui nous est restitué en 2022. Également, il y a des éléments décaissables et encaissables non budgétaires en lien avec la trésorerie qui ont une incidence de +277 k€.

#### *La variation du besoin en fonds de roulement*

Le besoin en fonds de roulement est déterminé entre le cycle d'encaissement des créances et le cycle du paiement des dettes (fournisseurs, salariés, Etat). Un solde négatif montre que le cycle des sommes encaissées est supérieur à celui des sommes décaissées à l'image d'une société de distribution qui a peu de stocks à financer, a des règlements clients au comptant alors qu'elle ne paie ses fournisseurs qu'après un délai d'au moins 30 jours.

Indicateur	Budget initial
La variation du besoin en fonds de roulement	+11 167 275

Grenoble INP comme de nombreuses universités perçoit des avances importantes en matière de contrat de recherche bien avant de décaisser les sommes liées à ceux-ci (salaires, dépenses de fonctionnement).

La variation sur 2023 est positive ce qui veut dire que les recettes encaissées sont inférieures au montant des dépenses décaissées, ce qui nécessite de prélever sur la trésorerie afin de financer les opérations lancées. C'est également en lien avec ce que nous avons pu expliquer au niveau du fonds de roulement et du fait que nous avons un besoin en fonds de roulement important au vu d'opérations qui ne sont pas financées.

#### *Le compte de résultat patrimonial*

Indicateur	Budget initial
Compte de résultat patrimonial	-2 451 996

Pour rappel, le bénéfice ou le déficit est la différence entre le montant des produits et celui des charges constatées tout le long de l'exercice. Il tient compte des éléments non décaissables et non encaissables comme les dotations aux amortissements et provisions comme des reprises d'amortissement et provisions ou encore de ce que l'on appelle la « neutralisation des amortissements ».

Nous avons relevé quatre impacts importants et pour lesquels nous en avons déjà fait références ci-dessus :

- Les dépenses de masse salariale non compensées par l'Etat s'élevant à 1,5 M€  
Les fluides en raison de la situation liée à l'invasion de la Russie en Ukraine dont nous estimons le montant à environ 1 M€ mais dont nous avons pris en compte 500 k€ dans la subvention pour charges de service public au-delà de la prénotification de fin novembre 2022.
- Des dépenses liées à des décalages entre la perception de recettes de la notification des recettes les années précédentes comme par exemple celles liées à la LPR 2021 et 2022 pour 200 k€ et 200 k€ de dépenses DSG non compensée (recettes perçues sur 2022)

#### *Le niveau de trésorerie finale et du fonds de roulement*

Indicateur	Budget initial
Montant de la trésorerie finale	+17 905 045

Le ratio du nombre de jour de trésorerie que possède l'établissement est de 46 jours.

Indicateur	Budget initial
Montant du fonds de roulement	+8 685 143

Le fonds de roulement alimenté par la variation du fonds de roulement est de 8,685 M€. A l'instar du ratio calculé pour la trésorerie finale, ce dernier atteint 21 j. Pour rappel, le nombre de jours préconisés est de 30 jours de fonctionnement pour la trésorerie et le seuil prudentiel de 15j pour le fonds de roulement.

A noter, que le calcul de ces deux derniers agrégats sont calculés en fonction du dernier budget rectificatif connu en 2022 (Budget rectificatif n°3 2022). Si nous nous référons à l'historique de ces situations intermédiaires, nous constatons fréquemment que le compte financier est en principe plus positif que la vision des composantes au 15 septembre de l'année, car le résultat intègre des éléments extra-comptables qui ne sont pas connus au moment de l'élaboration budgétaire. De ce fait, le montant de la trésorerie finale et du fonds de roulement semble être une vision plus négative qu'elle ne sera lors du compte financier de 2022.

#### 4. Conclusions

A l'issue de cette note sur le budget initial, la soutenabilité budgétaire de l'établissement ne saurait être appréciée au regard des seuls indicateurs du solde budgétaire, de la variation de la trésorerie et du fonds de roulement. En effet, cette situation s'explique par des actions volontaires de l'établissement relatives au financement d'opérations liées à l'activité recherche, formation, patrimoniale, et non par des déséquilibres structurels révélateurs d'une situation financière qui ne serait pas saine. Cette explication se retrouve dans le solde budgétaire négatif comme nous l'avons vu en détail ci-dessus.

Ainsi, si nous regardons les informations situées dans les tableaux réglementaires 9 et 10, le solde final à payer des opérations pluriannuelles n'est que de 12 M€. Ceci est essentiellement lié à l'autofinancement de l'opération Pilsa Formation et des opérations non financées que nous avons pu décrire dans la présente note. Ces éléments sont le reflet de la politique dynamique d'investissement de l'établissement.

A contrario, en dehors d'impacts non compensés par l'Etat en lien avec cette politique dynamique de l'établissement qui nécessitent des prélèvements nécessaires sur fonds de roulement, ces constats sont le signe de la capacité de l'établissement à surmonter des événements très particuliers et de grande ampleur (augmentation des fluides).

Ceci nous conduit à mettre en avant d'autres indicateurs comme le niveau de trésorerie et du fonds de roulement de l'établissement qui restent confortable et confirmé par le ratio calculé en nombre de jour.

L'établissement est bien en mesure de faire face à ses engagements pour l'année 2023 sans se mettre en difficulté pour les années à venir.

## EPSCP - synthèse des documents budgétaires

	Intitulé du tableau	Périmètre	Soumission au CA
1	Tableau des emplois	budget de l'établissement	Pour vote
2	Tableau des autorisations budgétaires	budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE)	Pour vote. Pour les SIE, le vote relève du CA de l'établissement de rattachement
3	Tableau des dépenses par destination et recettes par origine	budget de l'établissement budget principal budget agrégé budget de l'établissement	Pour information
4	Tableau d'équilibre financier	budget de l'établissement	Pour vote
5	Tableau des opération pour compte de tiers	budget de l'établissement	Pour information
6	Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE)	Pour vote
7	Tableau présentant le plan de trésorerie	budget de l'établissement	Pour information
8	Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	budget de l'établissement budget principal budget agrégé	Pour information
9	Tableau des opérations pluriannuelles	budget de l'établissement	Pour vote
10	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	budget de l'établissement	Pour information
11	Synthèse budgétaire et comptable	budget de l'établissement	Pour information

**Tableau 1 - GINP**  
**Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2023**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Catégories d'emplois		Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat *		Emplois financés hors SCSP		( C ) = ( A ) + ( B )
				Budget Initial	En ETPT	Budget Initial	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires		373				373
		CDI		4				4
	Non permanents	CDD		149		137		286
<b>S/total EC</b>				<b>526</b>		<b>137</b>		<b>663</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>								-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires		308				308
		CDI		106		9		115
	Non permanents	CDD		125		132		257
<b>S/total Biatss</b>				<b>539</b>		<b>141</b>		<b>680</b>
<b>Totaux</b>				<b>1 065 (1)</b>		<b>278</b>		<b>1 343</b>
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>				<b>1 065 (3)</b>				<b>Plafond global des emplois voté par le CA ** (2)</b>

**Tableau 2 - Budget 2023 - GINP**  
Autorisations budgétaires

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Dépenses	Budget Initial	
	Montants	
	AE	CP
<b>Personnel</b>	97 934 076	97 934 076
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	21 857 380	21 857 380
<b>Fonctionnement</b>	37 193 743	37 478 956
<b>Intervention</b>	-	-
<b>Investissement</b>	13 889 791	24 429 623
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	<b>149 017 611</b>	<b>159 842 656</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>		<b>-</b>

Budget Initial	Recettes
Montants	
	<b>Recettes globalisées</b>
83 486 536	Subvention pour charges de service public
375 363	Autres financements de l'Etat
436 600	Fiscalité affectée
25 596 402	Autres financements publics
17 782 179	Recettes propres
	<b>Recettes fléchées **</b>
15 000	Financements de l'Etat fléchés
7 871 108	Autres financements publics fléchés
2 455 873	Recettes propres fléchées
<b>138 019 062</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (C )</b>
<b>21 823 594</b>	<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

\* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

\*\* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

**Tableau 3 - Budget 2023- GINP**  
Dépenses par destination - recettes par origine

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget Initial

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	15 939	15 939	0	0	0	0	15 939	15 939
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	46 989 877	46 989 877	11 571 498	11 571 498	2 644 043	2 394 043	61 205 418	60 955 418
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	9 137	9 137	66 392	66 392	0	0	75 529	75 529
D105 - Bibliothèques et documentation	0	0	94 201	94 201	0	0	94 201	94 201
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	0	0	0	0	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	19 712 325	19 712 325	2 514 490	2 592 342	1 731 771	1 731 771	23 958 586	24 036 438
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	15 772 004	15 772 004	4 781 015	4 788 529	2 051 649	4 402 150	22 604 669	24 962 683
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	40 000	40 000	0	0	0	0	40 000	40 000
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0	0	14 000	14 000	25 000	25 000	39 000	39 000
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	36 000	36 000	95 500	95 500	0	0	131 500	131 500
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 880 110	1 880 110	344 000	344 000	0	0	2 224 110	2 224 110
D113 - Diffusion des savoirs et musées	0	0	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000
D114 - Immobilier	2 112 350	2 112 350	7 696 757	7 756 757	3 693 508	12 041 482	13 502 615	21 910 589
D115 - Pilotage et support	11 286 384	11 286 384	8 992 593	9 132 441	3 743 821	3 835 178	24 022 798	24 254 003
D201 - Aides directes aux étudiants	77 797	77 797	1 003 296	1 003 296	0	0	1 081 093	1 081 093
D202 - Aides indirectes	0	0	0	0	0	0	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	2 154	2 154	18 000	18 000	0	0	20 154	20 154
<b>Total</b>	<b>97 934 076</b>	<b>97 934 076</b>	<b>37 193 743</b>	<b>37 478 956</b>	<b>13 889 791</b>	<b>24 429 623</b>	<b>149 017 611</b>	<b>159 842 656</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent)D1 = C-B**      -

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget Initial

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	83 486 536					15 000			83 501 536
Droits d'inscription					4 318 877	-	-	-	4 318 877
Formation continue, diplômes propres et VAE					8 995 082	-	-	-	8 995 082
Taxe d'apprentissage						-	-	2 259 500	2 259 500
Contrats et prestations de recherche hors ANR					552 114	-	-	-	552 114
Valorisation					655 500	-	-	-	655 500
ANR investissements d'avenir				1 642 104		-	6 487 038	-	8 129 142
ANR hors investissements d'avenir				4 604 926		-	29 440	-	4 634 366
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				7 896 970		-	17 576	-	7 914 546
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				3 616 513		-	1 337 054	-	4 953 567
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		375 363		6 699 038	932 237	-	-	25 373	8 032 011
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs			-	-	12 000	-	-	-	12 000
Autres recettes			436 600	1 136 851	2 316 369	-	-	171 000	4 060 821
<b>Total</b>	<b>83 486 536</b>	<b>375 363</b>	<b>436 600</b>	<b>25 596 402</b>	<b>17 782 179</b>	<b>15 000</b>	<b>7 871 108</b>	<b>2 455 873</b>	<b>138 019 062</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit)D2 = B-C**      21 823 594

contrôle      OK

**Tableau 4 - Budget 2023- GINP**  
**Équilibre financier**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

<b>BESOINS</b>	
	<b>Budget Initial</b>
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	21 823 594
<i>dont budget principal</i>	
<i>dont budget Annexe</i>	

Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1) **	3 556 435
Autres décaissements non budgétaires (e1)	3 598 847
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme ( 1)= D2+b1+c1+e1</b>	<b>28 978 876</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)=( 2) - ( 1)</b>	<b>-</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a) ***</i>	
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>	
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>28 978 876</b>

<b>FINANCEMENTS</b>	
<b>Budget Initial</b>	
-	Solde budgétaire (excédent)(D1) *
	dont budget principal
	dont budget Annexe

50 030	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
3 556 435	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2) **
3 876 220	Autres encaissements non budgétaires (e2)
7 482 685	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme ( 2) = D1+b2+c2+e2</b>
21 496 191	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
3 124 883	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a) ***</i>
18 371 309	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<b>28 978 876</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**Tableau 5 - Budget 2023 - INP**  
Opérations pour le compte de tiers

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Budget Initial	
			Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Opération 1	C 46716			178 800
Bourses Aide à la mobilit	C 46716	Bourses Aide à la mobilité	178 800	
Opération 2	C 4731			594 756
Convention Carnot	C 4664	Convention Carnot	594 756	
Opération 3	C 4731			48 110
Convention AVATAR	C 4664	Convention AVATAR	48 110	
Opération 4	C 4731			0
Convention MACENA	C 4664	Convention MACENA	0	
Opération 5	C 4731			932 608
Convention EnergiCs	C 4664	Convention ENERGICS	932 608	
Opération 6	C 4731			0
Convention FRM - Projet Image	C 4664	Convention FRM - Projet IMAGE	0	
Opération 7	C 4731			0
Convention ANR - Projet 3DMMTA	C 4664	Convention ANR -Projet 3DMMTA	0	
Opération 8	C 4731			0
Convention IMP CETIM	C 4664	Convention IMP CETIM	0	
Opération 9	C 4731			170 690
Convention - Ingé+	C 4664	Convention - Ingé+	170 690	
Opération 10	C 4731			30 000
ALUMNI-DIETU	C 4664	Reversement Alumni	30 000	
Opération 11	C 4731			192 990
Convention Inclusion	C 4664	Convention Inclusion	192 990	
Opération 12	C 4731			106 186
Convention EMNES	C 4664	Convention EMNES	106 186	
Opération 13	C 4731			1 302 295
Convention PEMFC95-ANR	C 4664	Convention PEMFC95-ANR	1 302 295	
<b>TOTAL</b>			<b>3 556 435</b>	<b>3 556 435</b>

Tableau 6 - Budget 2023 - GINP  
Situation patrimoniale

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Budget Initial	PRODUITS	Budget Initial
Personnel	96 646 507	Subventions de l'Etat	83 501 536
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	21 857 380	Fiscalité affectée	436 600
Fonctionnement (autre que les charges de personnel)	48 498 816	Autres subventions	32 978 094
		Autres produits	25 777 097
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>145 145 323</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>142 693 326</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	<b>2 451 996</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>145 145 323</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>145 145 323</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement**

	Budget Initial
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>- 2 451 996</b>
+ dotations aux amortissements	9 644 377
+ dépréciations et provisions	-
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	505 800
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 846 561
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>- 159 980</b>

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Budget Initial	RESSOURCES	Budget Initial
Insuffisance d'autofinancement*	159 980	Capacité d'autofinancement*	-
Investissements	24 446 006	Financement de l'actif par l'État	18 000
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	13 501 070
		Autres ressources	758 000
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>24 605 987</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>14 277 070</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>	<b>-</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>	<b>10 328 916</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Budget Initial
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	- 10 328 916
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT ( FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE )	11 167 275
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	- 21 496 191
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	8 685 143
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 9 220 093
Niveau final de la TRESORERIE	17 905 236

\* : montant issu du tableau "Equilibre financier"

**TABLEAU 7**  
Plan de trésorerie- Budget 2023

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	39 401 427	46 479 048	35 882 233	23 283 048	32 450 273	28 396 485	22 261 263	39 837 960	32 862 565	22 663 729	10 457 946	13 168 967	-21 496 131
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	552 055	22 121 923	1 500 464	22 806 988	6 745 370	6 148 250	31 684 527	243 633	3 779 594	810 323	12 919 665	18 364 351	127 677 140
Subvention pour charges de service public	0	20 396 238	0	20 396 237	0	0	28 547 146	0	37 115	0	12 099 038	2 010 763	83 486 536
Autres financements de l'État	0	0	0	0	2 197	119 867	11 833	0	120 696	0	0	120 770	375 363
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	197 744	0	0	0	0	238 856	436 600
Autres financements publics	2 767	1 352 103	806 801	1 310 099	5 986 558	5 724 787	656 995	0	1 384 552	69 165	349 970	7 952 606	25 596 402
Recettes propres	549 289	373 582	693 663	1 100 652	756 615	303 596	2 270 809	243 633	2 237 231	741 158	470 657	8 041 356	17 782 239
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	0	0	0	0	0	2 556	-177 942	494 009	223	194 898	3 580 694	6 247 543	10 341 981
Financements de l'État fléchés	0	0	0	0	0	0	2 737	256	0	0	0	12 007	15 000
Autres financements publics fléchés	0	0	0	0	0	0	-180 679	493 753	0	0	3 535 334	4 022 700	7 871 108
Recettes propres fléchées	0	0	0	0	0	2 556	0	0	223	194 898	45 366	2 212 836	2 455 873
<b>Opérations non budgétaires</b>	0	20	0	49 232	20	20	0	0	640	39	59	0	50 030
Emprunts : encaissements en capital													
Prêts : encaissement en capital													
Dépôts et cautionnements	0	20	0	49 232	20	20	0	0	640	39	59	0	50 030
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	18 593 698	-20 085 539	976 405	-1 408 542	3 666 637	954 804	2 678 268	2 061 079	-723 560	1 903 701	1 348 073	-2 532 370	7 432 655
- TVA encaissée	31 545	20 489	19 564	68 532	1 259 610	64 258	459 000	35 910	1 167 000	35 400	68 000	500 000	3 729 308
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	94 422	0	326 280	1 450 153	0	624 668	0	0	771 922	0	288 989	3 556 435
- Autres encaissements d'opérations non budgétaires	18 562 153	-20 200 450	956 841	-1 803 354	956 874	890 546	1 594 600	2 025 169	-1 890 560	1 096 379	1 280 073	-3 321 359	146 912
<b>A. TOTAL</b>	19 145 753	2 036 404	2 476 869	21 447 678	10 412 026	7 105 629	34 184 854	2 798 721	3 056 897	2 908 962	17 848 491	22 079 524	145 501 806
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>	10 412 245	10 819 503	13 230 661	10 681 166	11 631 963	11 836 744	14 317 570	9 062 963	11 504 694	13 255 985	13 726 057	15 896 241	146 375 792
Personnel	7 847 294	7 141 490	7 918 623	7 396 635	7 754 250	7 490 041	8 212 127	7 302 206	7 007 174	9 444 907	7 629 539	7 775 281	92 919 566
Fonctionnement	1 913 700	2 323 677	3 485 362	2 184 321	2 907 271	2 624 159	3 434 750	811 988	2 373 887	2 463 830	3 723 597	5 352 550	33 599 093
Intervention													0
Investissement	651 251	1 354 336	1 826 676	1 100 210	970 442	1 722 545	2 670 693	948 769	2 123 633	1 347 248	2 372 921	2 768 410	19 857 133
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	1 443 724	1 495 021	1 478 368	1 034 319	997 489	1 099 698	1 196 585	622 897	1 252 816	802 700	1 170 012	873 236	13 466 864
Personnel	464 331	460 122	544 152	399 232	409 279	420 711	415 262	398 246	320 491	369 366	411 052	402 267	5 014 510
Fonctionnement	448 912	563 709	543 485	97 915	118 908	138 933	372 316	58 189	625 129	352 972	240 847	318 549	3 879 864
Intervention													0
Investissement	530 481	471 190	390 731	537 171	469 303	540 053	409 007	166 462	307 196	80 362	518 113	152 420	4 572 490
<b>Opérations non budgétaires</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts : remboursements en capital													0
Prêts : décaissements en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	212 163	318 695	367 025	564 968	1 836 363	304 409	1 094 002	88 256	498 222	1 056 060	241 402	573 718	7 155 282
- TVA décaissée	190 560	188 321	325 640	220 564	365 420	216 789	282 630	82 363	235 945	82 365	95 648	214 689	2 500 934
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	10 005	94 585	17 787	326 841	1 457 093	0	625 742	0	83 375	813 825	86 154	41 029	3 556 435
- Autres décaissements d'opérations non budgétaires	11 598	35 789	23 598	17 563	13 850	87 620	185 630	5 893	178 902	159 870	59 600	318 000	1 097 913
<b>B. TOTAL</b>	12 068 132	12 633 219	15 076 053	12 280 453	14 465 815	13 240 851	16 608 157	9 774 116	13 255 732	15 114 745	15 137 470	17 343 195	159 842 656
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	7 077 621	-10 596 816	-12 599 185	9 167 225	-4 053 789	-6 135 222	17 576 696	-6 975 395	-10 198 836	-12 205 783	-2 711 021	4 736 329	-21 496 131
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	46 479 048	35 882 233	23 283 048	32 450 273	28 396 485	22 261 263	39 837 960	32 862 565	22 663 729	10 457 946	13 168 967	17 905 296	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

**Tableau 8 - Budget 2023 - GINP**  
**Opérations liées aux recettes fléchées**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget Initial

	Antérieures à 2023 non dénouées	2023	2024	2025	2026 et suivantes	TOTAL
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>		<b>14 673 365</b>	<b>11 548 482</b>	<b>7 690 905</b>	<b>7 416 932</b>	
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>58 358 782</b>	<b>10 341 981</b>	<b>4 778 274</b>	<b>3 579 027</b>	<b>6 119 000</b>	<b>83 177 064</b>
Financements de l'État fléchés	9 737 048	15 000	-	-	-	9 752 048
Autres financements publics fléchés	38 004 697	7 871 108	4 778 274	3 579 027	6 119 000	60 352 106
Recettes propres fléchées	10 617 037	2 455 873	-	-	-	13 072 910
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>43 685 417</b>	<b>13 466 864</b>	<b>8 635 851</b>	<b>3 853 000</b>	<b>2 090 000</b>	<b>70 536 132</b>
Personnel						
AE=CP	10 382 950	5 014 510	1 715 545	1 959 200	895 000	19 967 206
Fonctionnement	-					-
AE	17 627 388	3 859 864	1 316 382	1 407 300	747 500	24 958 433
CP	16 958 904	3 879 864	1 316 382	1 407 300	747 500	23 562 449
Investissement	-					
AE	26 401 373	1 372 490	364 500	486 500	447 500	28 624 863
CP	16 343 563	4 572 490	5 603 924	486 500	447 500	27 006 477
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>14 673 365</b>	<b>- 3 124 883</b>	<b>- 3 857 577</b>	<b>- 273 973</b>	<b>4 029 000</b>	<b>12 640 932</b>

*Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)*

*Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.*

<b>Autofinancement des opérations fléchées (d)</b>						-
<b>Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)</b>						-
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)</b>	<b>14 673 365</b>	<b>11 548 482</b>	<b>7 690 905</b>	<b>7 416 932</b>	<b>11 445 932</b>	<b>12 640 932</b>

Tableau 9 - Budget Initial 2023 -INP

Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A- Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement										Crédits de paiement						Restes																			
		AE ouvertes au titre des années antérieures		AE consommées au titre des années antérieures		AE reportées ou reprogrammées en année 2023		AE nouvelles ouvertes en année 2023		Budget Rectificatif 1 AE année 2023		Budget Rectificatif 2 AE année 2023		Total des AE ouvertes pour l'année 2023		CP ouverts au titre des années antérieures		CP consommés au titre des années antérieures		CP reportés ou reprogrammés en année 2023		CP nouveaux ouverts en année 2023		Budget Rectificatif 1 CP année 2023		Budget Rectificatif 2 CP année 2023		Total des CP ouverts pour l'année 2023		Restes à engager en fin d'année 2023 (AE)		Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2023 (CP)					
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)	(27)	(28)	(29)	(30)						
Contrats de recherche	112 005 580	90 363 028	90 363 028	-	17 382 356	-	-	17 382 356	87 929 675	87 929 675	-	19 810 708	-	-	19 810 708	4 260 196	5 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total contrats de recherche</b>	<b>112 005 580</b>	<b>90 363 028</b>	<b>90 363 028</b>	<b>-</b>	<b>17 382 356</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 382 356</b>	<b>87 929 675</b>	<b>87 929 675</b>	<b>-</b>	<b>19 810 708</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19 810 708</b>	<b>4 260 196</b>	<b>5 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
Contrats de recherche- LABEX	8 379 960	7 770 411	7 770 411	-	547 549	-	-	547 549	7 770 411	7 770 411	-	547 549	-	-	547 549	62 000	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total contrats de recherche LABEX</b>	<b>8 379 960</b>	<b>7 770 411</b>	<b>7 770 411</b>	<b>-</b>	<b>547 549</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>547 549</b>	<b>7 770 411</b>	<b>7 770 411</b>	<b>-</b>	<b>547 549</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>547 549</b>	<b>62 000</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Contrat d'enseignement- IDEX	36 163 759	23 504 958	23 504 958	-	3 319 374	-	-	3 319 374	23 504 959	23 504 959	-	3 319 374	-	-	3 319 374	9 339 427	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total contrats d'enseignement IDEX</b>	<b>36 163 759</b>	<b>23 504 958</b>	<b>23 504 958</b>	<b>-</b>	<b>3 319 374</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 319 374</b>	<b>23 504 959</b>	<b>23 504 959</b>	<b>-</b>	<b>3 319 374</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 319 374</b>	<b>9 339 427</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Contrat d'enseignement- FAME +	3 185 100	2 750 238	2 750 238	-	434 862	-	-	434 862	2 750 238	2 750 238	-	434 862	-	-	434 862	4 426 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total contrats d'enseignement FAME +</b>	<b>3 185 100</b>	<b>2 750 238</b>	<b>2 750 238</b>	<b>-</b>	<b>434 862</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>434 862</b>	<b>2 750 238</b>	<b>2 750 238</b>	<b>-</b>	<b>434 862</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>434 862</b>	<b>4 426 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Contrat d'enseignement- FAMEASE	5 104 600	99 800	99 800	-	578 300	-	-	578 300	99 800	99 800	-	578 300	-	-	578 300	4 426 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total contrats d'enseignement FAMEASE</b>	<b>5 104 600</b>	<b>99 800</b>	<b>99 800</b>	<b>-</b>	<b>578 300</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>578 300</b>	<b>99 800</b>	<b>99 800</b>	<b>-</b>	<b>578 300</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>578 300</b>	<b>4 426 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Contrat d'enseignement	29 222 801	18 430 540	18 430 540	-	9 829 179	-	-	9 829 179	18 473 150	18 473 150	-	9 786 570	-	-	9 786 570	963 082	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total contrats d'enseignement</b>	<b>29 222 801</b>	<b>18 430 540</b>	<b>18 430 540</b>	<b>-</b>	<b>9 829 179</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 829 179</b>	<b>18 473 150</b>	<b>18 473 150</b>	<b>-</b>	<b>9 786 570</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 786 570</b>	<b>963 082</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Contrat de formation continue	6 328 673	5 371 102	5 371 102	-	892 881	-	-	892 881	4 991 280	4 991 280	-	892 881	-	-	892 881	64 600	379 822	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total contrats de formation continue</b>	<b>6 328 673</b>	<b>5 371 102</b>	<b>5 371 102</b>	<b>-</b>	<b>892 881</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>892 881</b>	<b>4 991 280</b>	<b>4 991 280</b>	<b>-</b>	<b>892 881</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>892 881</b>	<b>64 600</b>	<b>379 822</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Rénov Locaux Ensimag	80 000	-	-	-	80 000	-	-	80 000	-	-	-	80 000	-	-	80 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total Rénov Locaux Ensimag</b>	<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Rénov Amphis Ensimag	65 169	-	-	-	65 169	-	-	65 169	-	-	-	65 169	-	-	65 169	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total Rénov Amphis Ensimag</b>	<b>65 169</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>65 169</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>65 169</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>65 169</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>65 169</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
CEVC 18/19	78 240	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78 240	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
<b>total CEVC 18/19</b>	<b>78 240</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>78 240</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Système d'information	3 749 119	1 829 621	1 829 621	-	776 955	-	-	776 955	1 343 290	1 343 290	-	868 312	-	-	868 312	1 142 543	394 974	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total Système d'information</b>	<b>3 749 119</b>	<b>1 829 621</b>	<b>1 829 621</b>	<b>-</b>	<b>776 955</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>776 955</b>	<b>1 343 290</b>	<b>1 343 290</b>	<b>-</b>	<b>868 312</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>868 312</b>	<b>1 142 543</b>	<b>394 974</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
MOP Plus	12 237 293	12 237 292	12 237 292	0	-	-	-	0	3 777 868	3 777 868	-	3 220 000	-	-	3 220 000	0	5 239 424	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AZI	6 018 795	6 018 794	6 018 794	-	-	-	-	-	6 018 796	6 018 796	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Economax	8 218 670	8 218 670	8 218 670	-	-	-	-	-	8 218 670	8 218 670	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remplacement SSI	700 033	576 363	576 363	0	45 000	-	-	45 000	576 363	576 363	-	45 000	-	-	45 000	78 670	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Plan de Relance	9 194 949	9 194 949	9 194 949	0	-	-	-	0	2 254 785	2 254 785	-	5 435 081	-	-	5 435 081	0	1 505 083	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CFER IV Living Lab	8 500 000	-	-	-	125 000	-	-	125 000	-	-	-	125 000	-	-	125 000	8 375 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Opérations non financées	16 554 765	5 883 551	5 883 551	0	2 996 214	-	-	2 996 214	4 940 673	4 940 673	-	2 786 607	-	-	2 786 607	7 675 001	1 152 485	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>61 469 505</b>	<b>42 174 619</b>	<b>42 174 619</b>	<b>0</b>	<b>3 166 214</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 166 214</b>	<b>25 832 155</b>	<b>25 832 155</b>	<b>-</b>	<b>11 611 688</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 611 688</b>	<b>16 128 672</b>	<b>7 896 991</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
<b>Total</b>	<b>265 832 006</b>	<b>192 294 937</b>	<b>192 294 937</b>	<b>0</b>	<b>37 072 839</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>37 072 839</b>	<b>378 696 958</b>	<b>378 696 958</b>	<b>-</b>	<b>47 995 412</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47 995 412</b>	<b>36 465 350</b>	<b>8 676 785</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
So total personnel	88 841 588	65 425 880	65 425 880	-	15 523 354	-																															







C. Résumés Synthétiques: Engagement et de crédits et passifs

Qualification	Nature	Prévision 2024	Subvention prévisionnelle 2024					
			All. Communales de dotation (article 101 2024)	Total des Communales de dotation (2024)	Total des all. de solidarité intercommunales (2024)	Total des subventions régionales (2024)	Total des subventions nationales (2024)	
MSP 001	Investissement	12.037.200	12.037.200	0	12.037.200	2.777.000	4.200.000	4.967.000
<b>Total MSP 001 - Investissement PMA</b>			<b>12.037.200</b>	<b>0</b>	<b>12.037.200</b>	<b>2.777.000</b>	<b>4.200.000</b>	<b>4.967.000</b>
AD	Investissement	6.000.700	6.000.700	0	6.000.700	4.000.700	0	6.000.700
<b>Total MSP 002 - Investissement AD</b>			<b>6.000.700</b>	<b>0</b>	<b>6.000.700</b>	<b>4.000.700</b>	<b>0</b>	<b>6.000.700</b>
Estuaries	Investissement	8.264.000	8.264.000	0	8.264.000	8.264.000	0	8.264.000
<b>Total MSP 003 - Investissement Estuaries</b>			<b>8.264.000</b>	<b>0</b>	<b>8.264.000</b>	<b>8.264.000</b>	<b>0</b>	<b>8.264.000</b>
Plan de Sécurité	Investissement	9.000.000	9.000.000	0	9.000.000	2.000.000	6.000.000	7.000.000
<b>Total MSP 004 - Investissement Plan de Sécurité</b>			<b>9.000.000</b>	<b>0</b>	<b>9.000.000</b>	<b>2.000.000</b>	<b>6.000.000</b>	<b>7.000.000</b>
Remplacement des équipements	Investissement	700.000	700.000	0	700.000	700.000	0	700.000
<b>Total MSP 005 - Investissement Remplacement des équipements</b>			<b>700.000</b>	<b>0</b>	<b>700.000</b>	<b>700.000</b>	<b>0</b>	<b>700.000</b>
EMR de Living LAB	Investissement	6.000.000	0	120.000	120.000	0	120.000	120.000
<b>Total MSP 006 - Investissement EMR de Living LAB</b>			<b>6.000.000</b>	<b>0</b>	<b>120.000</b>	<b>0</b>	<b>120.000</b>	<b>120.000</b>
Opérations de entretien	Investissement	14.000.000	1.800.000	2.000.000	8.000.000	4.000.000	2.200.000	7.700.000
<b>Total MSP 007 - Opérations de maintenance (MSP 007)</b>			<b>14.000.000</b>	<b>1.800.000</b>	<b>2.000.000</b>	<b>4.000.000</b>	<b>2.200.000</b>	<b>7.700.000</b>
Total MSP 008 - Opérations de maintenance		14.000.000	1.800.000	2.000.000	8.000.000	4.000.000	2.200.000	7.700.000
Missions Locales Ecologie	Investissement	80.000	0	80.000	80,000	0	80,000	80,000
<b>Total MSP 009 - Missions Locales Ecologie</b>			<b>80,000</b>	<b>0</b>	<b>80,000</b>	<b>80,000</b>	<b>0</b>	<b>80,000</b>
Missions Aménagement Urbain	Investissement	60.000	0	60.000	60,000	0	60,000	60,000
<b>Total MSP 010 - Missions Aménagement Urbain</b>			<b>60,000</b>	<b>0</b>	<b>60,000</b>	<b>60,000</b>	<b>0</b>	<b>60,000</b>
EVAC MER	Investissement	30.000	0	0	0	0	0	0
<b>Total MSP 011 - EVAC MER</b>			<b>30,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Subvention d'entretien	Investissement	1.000.000	1.000.000	0	0	0	0	0
<b>Total MSP 012 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 013 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 014 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 015 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 016 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 017 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 018 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 019 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 020 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 021 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 022 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 023 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 024 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 025 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 026 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 027 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 028 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 029 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 030 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 031 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 032 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 033 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 034 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 035 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 036 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 037 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 038 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 039 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 040 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 041 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 042 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 043 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 044 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 045 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 046 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 047 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 048 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 049 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 050 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 051 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 052 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 053 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 054 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 055 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 056 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 057 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 058 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 059 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 060 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 061 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 062 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 063 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 064 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 065 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 066 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 067 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 068 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 069 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 070 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 071 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 072 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 073 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 074 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 075 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 076 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 077 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 078 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 079 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 080 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 081 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 082 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 083 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 084 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 085 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 086 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 087 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 088 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 089 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 090 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 091 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 092 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 093 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 094 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 095 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 096 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 097 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 098 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 099 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 100 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 101 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total MSP 102 - Subvention d'entretien</b>			<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<			



**TABLEAU 11- SYNTHESE**  
Synthèse budgétaire et comptable GINP

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BUDGET INITIAL	
<b>Niveaux initiaux</b>	<b>1</b>	<b>Niveau initial de restes à payer</b>	<b>29 039 340</b>
			<b>2 023</b>
	<b>2</b>	<b>Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>19 014 059</b>
	<b>3</b>	<b>Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-20 387 368</b>
	<b>4</b>	<b>Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>39 401 427</b>
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	9 545 048
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	29 856 379
<b>Flux de l'année</b>	<b>5</b>	<b>Autorisations d'engagement</b>	<b>149 017 611</b>
	<b>6</b>	<b>Résultat patrimonial</b>	<b>-2 451 996</b>
	<b>7</b>	<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>-159 980</b>
	<b>8</b>	<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>-10 328 916</b>
	<b>9</b>	<b>Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire</b>	<b>50 030</b>
	<b>10</b>	<b>Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF</b>	<b>SENS 0</b>
		Variation des stocks	+ / -
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	<b>11</b>	<b>Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie</b>	<b>SENS 11 494 678</b>
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
			<b>-104 296</b>
	<b>12</b>	<b>Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	<b>-21 823 594</b>
	12.a	Recettes budgétaires	138 019 062
	12.b	Crédits de paiement ouverts	159 842 656
<b>13</b>	<b>Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	<b>-327 403</b>	
<b>14</b>	<b>Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>	<b>-21 496 191</b>	
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-3 124 883
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-18 371 309
<b>15</b>	<b>Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>	<b>11 167 275</b>	
<b>16</b>	<b>Variation des restes à payer</b>	<b>-10 825 045</b>	
<b>Niveaux finaux</b>	<b>17</b>	<b>Niveau final de restes à payer</b>	<b>18 214 295</b>
	<b>18</b>	<b>Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>8 685 143</b>
	<b>19</b>	<b>Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-9 220 093</b>
	<b>20</b>	<b>Niveau final de la trésorerie</b>	<b>17 905 236</b>
		20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	11 485 071

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE - BUDGET 2023

Le tableau est à renseigner en droits constatés et en ETPT.

		Moyens hors budget de l'établissement													
		Grenoble INP	CNRS	UGA	CEA	IRD	AGEFPI	Université de Savoie Mont Blanc	INRIA	ISEA	Floralis	VetAgro Sup	Université Gustave Eiffel	Université Stendhal	
IRAR	Personnel	1 142 485,00 €	Emplois	1 024 063,00 €	11,5 Emplois	2 142 296,00 €	Emplois								
	Fonctionnement	56 493,00 €		63 000,00 €		83 599,00 €									
	Investissement														
GZELAB	Personnel	60,8 Emplois		33 Emplois		28,56 Emplois	Emplois								
	Fonctionnement	27 940,00 €		96 000,00 €		31 460,00 €									
	Investissement					20 000,00 €									
GIPSA	Personnel	3 620 000,00 €	39 etpt	5 300 000,00 €	57 etpt	2 500 000,00 €	33	Emplois							
	Fonctionnement	280 000,00 €		860 000,00 €		230 000,00 €									
	Investissement	145 000,00 €		270 000,00 €		160 000,00 €									
GKCCP	Personnel	2 800 000,00 €	62 Emplois	1 200 000,00 €	11 Emplois	550 000,00 €	15 Emplois	Emplois							
	Fonctionnement	51 053,00 €		66 000,00 €		30 967,00 €									
	Investissement	5 000,00 €				5 000,00 €									
IGE	Personnel	289 000,00 €	6 ETPT	8 011 500,00 €	120 ETPT	2 915 000,00 €	82 ETPT	Emplois		3 559 500,00 €	44 ETPT				
	Fonctionnement	180 758,00 €		2 800 083,00 €		667 572,00 €									
	Investissement					21 000,00 €									
IMEP	Personnel	1 527 407,00 €	16,5 Emplois	1 289 168,00 €	14 Emplois	431 743,00 €	5 Emplois	Emplois							
	Fonctionnement	134 230,00 €		96 000,00 €		19 260,00 €									
	Investissement	100 000,00 €				30 000,00 €									
S'Terre	Personnel		Emplois	Emplois		Emplois		Emplois							
	Fonctionnement														
	Investissement														
LEGI	Personnel	16 Emplois		28 Emplois		17 Emplois		Emplois							
	Fonctionnement	13 820,00 €		147 000,00 €		50 812,00 €									
	Investissement														
LEPMA	Personnel	Emplois	1 942 583,00 €	36	529 562,00 €	7		Emplois							
	Fonctionnement			85 000,00 €		24 334,00 €									
	Investissement														
LEPZ	Personnel	Emplois		8 Emplois		4 Emplois		Emplois							
	Fonctionnement			122 917,00 €		8 000,00 €									
	Investissement														
LIG	Personnel	2 281 057,81 €	Emplois	3 334 755,00 €	36	631 325,00 €	Emplois	Emplois							
	Fonctionnement	89 891,00 €		166 000,00 €		249 260,00 €									
	Investissement			6 958,00 €											
LIK	Personnel	28 Emplois		1 979 993,00 €	23 Emplois	139 Emplois		Emplois							
	Fonctionnement	31 203,00 €		88 000,00 €		145 769,00 €									
	Investissement														
LAMGP	Personnel	399 309,00 €	14	39 237,00 €	1	5 366,00 €	2	29 510,00 €	1						
	Fonctionnement	600 000,00 €		500 000,00 €		4 000,00 €									
	Investissement	60 000,00 €		20 000,00 €		4 000,00 €									
LIPC	Personnel	10,8 Emplois		156,2 Emplois		89,2 Emplois		Emplois							
	Fonctionnement	20 000,00 €		1 972 930,00 €		229 172,00 €									
	Investissement			485 000,00 €		12 000,00 €									
LIP	Personnel	1	1 050 842,00 €	12	846 763,00 €	10		Emplois							
	Fonctionnement	4 435,00 €		47 000,00 €		59 448,00 €									
	Investissement			10 000,00 €		6 000,00 €									
LTM	Personnel	Emplois		24,01 Emplois		Emplois		Emplois							
	Fonctionnement	4 000,00 €		642 300,00 €		264 816,00 €									
	Investissement			500 000,00 €											
SMAAF	Personnel	2 336 776,00 €	Emplois	5 663 211,00 €	Emplois	292 220,00 €	Emplois	Emplois							
	Fonctionnement	488 260,00 €		715 000,00 €		9 260,00 €									
	Investissement	457 500,00 €		358 500,00 €											
SMAH2	Personnel	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois							
	Fonctionnement	4 000,00 €		37 000,00 €		28 840,00 €									
	Investissement														
TIMA	Personnel	263 529,00 €	Emplois	Emplois		117 880,00 €	Emplois	Emplois							
	Fonctionnement	131 072,00 €		56 000,00 €		172 833,00 €									
	Investissement	3 000,00 €				3 000,00 €									
TIMC	Personnel	164 000,00 €	Emplois 4	2 352 000,00 €	Emplois 44	5 921 000,00 €	Emplois 84	Emplois							
	Fonctionnement	24 360,00 €		500 000,00 €		80 000,00 €									
	Investissement			20 000,00 €		60 000,00 €									
VERIMAG	Personnel	8 Emplois		104 Emplois		68 Emplois		Emplois							
	Fonctionnement	11 940,00 €		46 000,00 €		41 216,00 €									
	Investissement														

#### Explication du tableau, ligne à ligne :

- ▣ Ligne 1 « Niveau initial des restes à payer » : Il correspond au « stock initial » de restes à payer, c'est-à-dire à la différence entre le cumul des AE et le cumul des CP consommés lors des exercices précédents. Le niveau initial des restes à payer d'un BI doit correspondre au niveau final des restes à payer du budget rectificatif de fin d'année lorsqu'il est présenté en parallèle du BI. Sinon, il convient de s'appuyer sur prévision d'exécution.
- ▣ Ligne 2 « Niveau initial du fonds de roulement » : Lors de la présentation du BI n, il correspond au niveau final du fonds de roulement du dernier BR n-1. Cette information provient du « tableau relatif à la variation de la situation patrimoniale en droits constatés n-1 ».
- ▣ Ligne 3 « Niveau initial du besoin en fonds de roulement » : Cette information provient de la différence entre le niveau initial du fonds de roulement et le niveau initial de la trésorerie (calcul automatisé).
- ▣ Ligne 4 « Niveau initial de la trésorerie » : Lors de la présentation du BI n, il correspond au niveau final de la trésorerie du dernier BR n-1. Sinon, il convient de s'appuyer sur prévision d'exécution. Cette information provient du « tableau d'équilibre financier n-1 » et du « tableau relatif à la variation de la situation patrimoniale en droits constatés n-1 ».
- ▣ Ligne 4.a « Niveau initial de la trésorerie fléchée » : Il correspond à la quote-part de la trésorerie relative aux opérations sur recettes fléchées en date du 31/12/n-1. Cette information provient du « tableau d'équilibre financier et le tableau des opérations sur recettes fléchées n-1 ».
- ▣ Ligne 4.b « Niveau initial de la trésorerie non fléchée » : Cette information provient de la différence entre le niveau initial de trésorerie et le niveau initial de trésorerie fléchée (calcul automatisé).
- ▣ Ligne 5 « Autorisations d'engagement » : Cette information du « tableau des autorisations budgétaires ».
- ▣ Ligne 6 « Résultat patrimonial » : Cette information provient du « tableau de la situation patrimoniale ».
- ▣ Ligne 7 « Capacité d'autofinancement » : Cette information provient du « tableau de la situation patrimoniale ».
- ▣ Ligne 8 « Variation du fonds de roulement » : Cette information provient du « tableau de la situation patrimoniale ».
- ▣ Ligne 9 : « Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire » : Cette information provient du « tableau d'équilibre financier ». Elle permet d'isoler de la variation du fonds de roulement, les opérations qui n'apparaissent pas dans le tableau des autorisations budgétaires (emprunts, prêts, dépôts et cautionnements) mais dans le tableau d'équilibre financier et qui ont un impact en haut de bilan.
- ▣ Ligne 10 « Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF » : ces opérations correspondent à des charges décaissables et des produits encaissables mais qui ne seront jamais décaissés ni encaissés (variation des stocks, charges sur créances irrécouvrables/admissions en non valeur, etc.). Ces opérations bien que ne générant aucun flux de trésorerie ne sont pas retraitées par la CAF et « gonflent » le besoin en fonds de roulement. Il convient donc de les isoler pour pouvoir déterminer les seuls flux de trésorerie et déterminer ainsi le solde budgétaire.
- ▣ Ligne 11 « Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie » : cette ligne est composée de quatre sous-ensembles, deux relatifs aux recettes et deux relatifs aux dépenses.
1. Concernant les recettes, l'« écart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs » et l'« écart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours » matérialisent les écarts entre ce qui est inscrit en haut de bilan (produits du compte de résultat et ressources du tableau relatif à la variation de la situation patrimoniale en droits constatés) et ce qui est inscrit en bas de bilan (recettes budgétaires encaissées) pour un exercice donné.
- Si la somme des produits/ressources est supérieure à la somme des encaissements, le besoin en fonds de roulement augmente mécaniquement et génère donc un déséquilibre en termes de couverture des besoins : une dégradation du solde budgétaire aura alors lieu (prélèvement sur la trésorerie). A l'inverse si les produits et ressources en haut de bilan sont inférieurs aux encaissements, le besoin en fonds de roulement (BFR) diminue et le solde budgétaire s'apprécie d'autant.
2. Concernant les dépenses l'« écart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs » et l'« écart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours » matérialisent les écarts entre les charges et immobilisations inscrites en haut de bilan et les crédits de paiement.
- Si la somme des charges/immobilisations est supérieure à la somme des crédits de paiement, le BFR diminue et génère une appréciation du solde budgétaire. A l'inverse si les charges et immobilisations sont inférieures aux crédits de paiement, le solde budgétaire se dégrade d'autant.
- ▣ Ligne 12 « Solde budgétaire » : il correspond à la différence entre la variation du fonds de roulement (ligne 8), les opérations bilancielle non budgétaires (ligne 9), les opérations comptables non retraitées par la CAF non budgétaires (ligne 10) et les décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires (ligne 11). Il correspond à un solde intermédiaire de la variation de trésorerie.
- Avec ce tableau de synthèse budgétaire et comptable, le lecteur doit pouvoir comprendre les raisons qui font qu'il y a un écart entre la variation du fonds de roulement (qui correspond à la création de richesse potentielle) et le solde budgétaire (qui correspond à la création de trésorerie effective, hors opérations non budgétaires). Un contrôle de cohérence a été créé et détecte s'il y a un écart avec le montant inscrit dans le « tableau des autorisations budgétaires » résultant de la différence des recettes encaissées et des crédits de paiement consommés.
- ▣ Ligne 13 « Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires » : Cette information provient du « tableau d'équilibre financier » et correspond aux lignes relatives aux opérations en capital (emprunts, prêts, dépôts et cautionnements), aux opérations au nom et pour le compte de tiers et aux autres encaissements / décaissements non budgétaires.
- ▣ Ligne 14 « Variation de la trésorerie » : Le montant est calculé en soustrayant du solde budgétaire (ligne 12) le montant relatif aux flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires (ligne 13). Un contrôle de cohérence a été créé et détecte s'il y a un écart avec le montant inscrit dans le « tableau d'équilibre financier », du « plan de trésorerie ».
- ▣ Ligne 14.a « Variation de la trésorerie fléchée » : correspond au montant du « tableau d'équilibre financier » et au « tableau des opérations sur recettes fléchées ».
- ▣ Ligne 14.b « Variation de la trésorerie non fléchée » : correspond au montant du « tableau d'équilibre financier ».
- ▣ Ligne 15 « Variation du besoin en fonds de roulement » : Elle se calcule en additionnant les lignes 9, 10, 11, 13.
- ▣ Ligne 16 « Variation des Restes à payer » : correspond au flux de restes à payer de l'exercice et donc à la différence entre les AE et les CP de l'exercice provenant du « tableau des autorisations budgétaires » (calcul automatique).
- ▣ Ligne 14 « Niveau final de restes à payer » : correspond au « stock final » de restes à payer. Il se calcule en additionnant le niveau initial de restes à payer (ligne 1) et la variation des restes à payer (ligne 16) (calcul automatique).
- ▣ Ligne 18 « Niveau final du fonds de roulement » : il se calcule en additionnant le niveau initial du fonds de roulement (ligne 2) et la variation du fonds de roulement (ligne 8) (calcul automatique).
- ▣ Ligne 19 « Niveau final du besoin en fonds de roulement » : il se calcule en additionnant le niveau initial du besoin en fonds de roulement (ligne 3) et la variation du besoin fonds de roulement (ligne 15) (calcul automatique).